

### PRODUIT 3 Renforcement des capacités des adolescents et des jeunes à prendre des décisions éclairées concernant leur santé sexuelle et reproductive et leurs droits en matière de procréation, et à acquérir les compétences de la vie courante nécessaires à leur développement.

- ▀ **Plateforme Q.G. Jeune**, pour la promotion des services de santé de la reproduction des adolescents et des jeunes ainsi que la protection de l'environnement et la gestion des conflits fonctionnel ;
- ▀ **Module de formation sur l'Éducation Complète à la Sexualité (ECS)** adapté aux centres de formation professionnelle disponible ;
- ▀ **152 cadres** du ministère en charge de la jeunesse et enseignants des centres de formation professionnelle orientés sur l'éducation sexuelle complète ;
- ▀ **45 jeunes** issus de milieux associatifs dont 50% de jeunes femmes formés sur l'entrepreneuriat, le leadership féminin et l'éducation financière ;
- ▀ **232 prestataires** des formations sanitaires des districts ainsi que des infirmeries scolaires et universitaires formés sur la SRAJ ;
- ▀ **Système de surveillance des grossesses non désirées** chez les adolescentes fonctionnel ;
- ▀ **318 enseignants** formés sur l'utilisation des outils de collecte des données sur les grossesses en milieu scolaire ;
- ▀ **Quatrième Plan d'action en matière de population (PAP IV)** disponible ;
- ▀ **32 acteurs** de la mise en œuvre de la Politique Nationale de Population formés sur les défis de la croissance démographique ;
- ▀ **23 cadres statisticiens et démographes** formés à la production de données sur les femmes et les filles à risque de violence et de mariage d'enfants.

### PRODUIT 4 Les capacités des institutions nationales et de la société civile sont renforcées pour la prévention et la prise en charge des violences basées sur le genre ; et pour l'autonomisation des femmes et des filles.

- ▀ **131 membres** du Caucus genre de l'Assemblée nationale et acteurs de la chaîne judiciaire formés sur l'utilisation des outils d'analyse genre des politiques et programmes ;
- ▀ **7 450 adolescents** recrutés et placés dans des espaces sûrs pour les programmes de compétences de vie
- ▀ **214 groupements et associations de femmes** productrices ciblés pour l'intégration des services de SR/PF dans leurs paquets d'activités
- ▀ **1 255 regroupant 26 764 bénéficiaires** créés dans les régions de l'Est et du Centre Est et suivis par 80 agents communautaires avec plus de 7 797 membres bénéficiaires de crédit interne ;
- ▀ **1 709 adolescentes vulnérables, femmes et filles femmes** des régions de l'Est, Sahel et Boucle du Mouhoun formées sur l'entrepreneuriat et les activités génératrices de revenus ;
- ▀ **1 627 femmes membres des associations et groupements** de producteurs formées en alphabétisation
- ▀ **Signature d'un document d'engagement des conseillers municipaux et régionaux** de la région du Centre pour accompagner la promotion de l'abandon des MGF
- ▀ **95 acteurs de la chaîne judiciaire et de l'Action Sociale et des Associations** formés sur la prise en charge psychosociale et juridique des filles/femmes victimes de complications et de séquelles de l'excision
- ▀ **68 filles** identifiées et formées pour servir de modèle dans la communauté pour la promotion de l'abandon des mutilations génitales féminines
- ▀ **1 818 ménages** provenant de 20 villages Fada N'Gourma et de Tenkodogo ont déclaré publiquement l'abandon du mariage d'enfants
- ▀ **37 leaders et les chefs de villages** des régions de la Boucle du Mouhoun et de l'Est ont déclaré publiquement l'abandon du mariage d'enfants
- ▀ **50 villages** ont pris des engagements publics d'abandon des MGF et des mariages d'enfant ;
- ▀ **Contribution substantiel au fonds commun genre** des partenaires techniques et financiers pour le financement des activités genre des structures étatiques et de la société civile.

Ces actions ont permis d'adopter la loi N°025-2018/AN du 31 Mai 2018 portant code pénal prenant en compte toutes les violences basées sur le genre (MGF, ME, exclusion sociale des femmes, violences physique, psychosociale etc.) et de sauver 247 adolescentes du mariage d'enfants avec l'appui des leaders communautaires et de l'Action Sociale et de l'Action Humanitaire.



©UNFPA Burkina - Théodore Somda



©UNFPA



©UNFPA Burkina



Fonds des Nations Unies pour la population

Immeuble des Nations Unies, sis à Koulouba,  
01 BP 575 Ouagadougou 01- Burkina Faso  
00226 25 49 13 00/01  
www.burkinafaso.unfpa.org

Direction de la publication : Auguste KPOGNON - Direction Artistique : Désiré OUEDRAOGO - Rédaction : Dalomi BAHAN - Design : AWP/PLAY GROUP - Crédit : ©UNFPA 2019



©UNFPA

## LE 8<sup>EME</sup> PROGRAMME DE COOPÉRATION ENTRE LE GOUVERNEMENT DU BURKINA FASO ET L'UNFPA

Résultats clés de 18 mois de mise en œuvre

## La vision du programme

Contribuer de manière stratégique et innovante à l'accélération de la transition démographique pour la capture du dividende démographique au Burkina Faso

## Les priorités du programme

structuré autour de quatre résultats, le programme ambitionne contribuer à

- (i) mettre fin aux décès maternels évitables;
- (ii) mettre fin aux besoins non satisfaits en planification familiale et ;
- (iii) mettre fin aux violences basées sur le Genre

RÉSULTATS	INDICATEURS DE PERFORMANCE
<p><b>Produit 1 :</b> Les capacités nationales, de la société civile et des organisations du secteur privé sont renforcées pour accroître la demande et la disponibilité de méthodes contraceptives modernes, y compris dans les situations humanitaires.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre de centre médico-scolaires dans lesquels les services de santé sexuelle et reproductive des adolescents et des jeunes sont introduits en conformité avec le standard national <i>Niveau de référence :</i> ( ) ; <i>Cible:</i> 20</li> <li>• Nombre de nouvelles utilisatrices de méthodes contraceptives modernes recrutées à travers des stratégies novatrices (semaine PF, stratégie avancée, équipes mobiles) <i>Niveau de référence:</i> ( ) ; <i>Cible:</i> 300 000</li> </ul>
<p><b>Produit 2 :</b> Les capacités nationales sont accrues pour fournir les soins essentiels, obstétricaux et néonataux d'urgence de qualité y compris dans les situations d'urgence humanitaire.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre de formations sanitaires faisant le monitoring des SONU <i>Niveau de référence :</i> ( ) ; <i>Cible :</i> 190</li> <li>• Nombre de nouveaux cas de fistules obstétricales opérées <i>Niveau de référence :</i> ( ) ; <i>Cible :</i> 600</li> <li>• Nombre de plan national de réponse humanitaire intégrant le paquet minimum de services de base. <i>Niveau de référence :</i> ( ) ; <i>Cible :</i> 2</li> </ul>
<p><b>Produit 3 :</b> Les adolescents et les jeunes disposent de capacités pour prendre des décisions éclairées en matière de droits et de santé sexuelles et reproductives ainsi que de compétences de vie pour leur développement.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Des compétences en matière d'éducation sexuelle complètes introduites dans les programmes d'enseignement post-primaire conformément à la norme internationale <i>Niveau de référence :</i> Non ; <i>Cible :</i> Oui</li> <li>• Nombre d'adolescents touchés par les programmes de compétences de vie courantes <i>Niveau de référence :</i> ( ) ; <i>Cible :</i> 15000</li> <li>• Existence d'un cadre d'analyse des politiques pour exploiter le dividende démographique <i>Niveau de référence :</i> Non ; <i>Cible :</i> Oui</li> </ul>
<p><b>Produit 4 :</b> Les capacités des institutions nationales et de la société civile sont renforcées pour la prévention et la prise en charge des violences basées sur le genre ; et pour l'autonomisation des femmes et des filles</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre de villages qui se sont engagées publiquement à abandonner les mariages d'enfants et les MGF <i>Niveau de référence :</i> ( ) ; <i>Cible :</i> 150</li> <li>• Existence d'un système de gestion intégrée des survivants de violence basée sur le genre et les auteurs présumés fonctionnel <i>Niveau de référence :</i> Non ; <i>Cible :</i> Oui</li> <li>• Nombre de cadre statisticiens et démographes formés à la production de données sur les femmes et les filles à risque de violence et de mariage d'enfants <i>Niveau de référence :</i> ( ) ; <i>Cible :</i> 20</li> </ul>

## RÉSULTATS CLÉS DE 18 MOIS DE MISE EN ŒUVRE

### PRODUIT 1 Renforcement des capacités des organisations nationales, de la société civile et du secteur privé à accroître la demande de moyens de contraception modernes et leur disponibilité, notamment dans les situations de crise humanitaire

- 2129 agents de santé (médecins, sages-femmes, Maïeuticiens, Infirmiers, accoucheuses et agents itinérants de santé, logisticiens, etc.) formés sur les méthodes contraceptives et sur les services de PF axés sur les droits de l'homme et la logistique des produits de SR/PF ;
- Tableaux d'Acquisition des produits Contraceptifs pour la révision de la quantification et la planification des besoins de 2018, 2019 et 2020 disponibles ;
- Contribution à hauteur de 74% au coût des produits contraceptifs reçus par le pays toutes sources confondues en 2018 pour l'amélioration de l'accès aux services de planification familiale ;
- Surveillance hebdomadaire des stocks effective avec prise de décision à tous les niveaux ;
- Sept (7) districts sanitaires soutenus pour la mise en œuvre de l'auto-injection du DMAP-SC (formation de 500 agents de santé, dotation en produits, supervision) ;
- Channel 2 installé dans 72 structures de santé pour la gestion des produits de santé de la reproduction dont 57 structures l'utilisent et 4 structures sont à jour ;



©UNFPA Burkina - Désiré Ouédraogo

- Dix-sept (17) centres médico scolaires et infirmeries scolaires soutenues l'offre des services SRAJ ;
- 25 Macopines recrutées pour renforcer l'offre des services de santé de la reproduction y compris la planification familiale dans sept (7) communes ;
- Offre de méthodes de planification familiale à 80% des jeunes filles et femmes affectées par la crise humanitaire ;
- 452 126 nouvelles utilisatrices recrutées dont 163 171 à partir des stratégies novatrices (semaine nationale de la planification familiale ; stratégie avancée ; équipe mobile ; DBC ; Macopine).

Ces interventions ont permis d'améliorer la disponibilité des produits contraceptifs : 71,4% des formations sanitaires n'ont pas connu de rupture de stock au cours des trois (3) derniers mois en 2018 contre 58,7% en 2017. En termes de protection contre les grossesses non désirées, l'utilisation de ces produits a permis de réaliser un peu moins d'un million (901 255) de Couples-Années de protection en 2018. En termes d'impact, les services offerts ont permis, selon les estimations faites à l'aide du model impact 2.5 de MSI, d'éviter 287 752 grossesses non désirées, 119179 avortements et 674 décès maternels et 6 344 décès infantiles.



### PRODUIT 2 Renforcement des capacités nationales à assurer un continuum de soins obstétricaux et néonataux essentiels et d'urgence de qualité, notamment dans les situations de crise humanitaire

- 2464 agents de santé à base communautaire formés sur la notification communautaire des décès maternels ;
- 497 prestataires de santé formés sur les SONU ainsi que les soins après avortement ;
- 80 prestataires de santé des districts sanitaires formés sur le dispositif Minimum d'Urgence (DMU) ;
- 64 cas de complications et séquelles de l'excision prises en charge ;
- 7915 consultations prénatales pris en charge par les Macopines ;
- 956 consultations postnatales pris en charge par les Macopines ;
- 892 femmes dépistées de lésions précancéreuses du col de l'utérus dont 15 cas référées à la Clinique des sages-femmes pour cryothérapie ;
- 381 accouchements pris en charge par les Macopines ;
- 398 femmes victimes de fistules obstétricales traitées ;
- Monitoring des SONU réalisé dans 190 SONU dont 76 fonctionnelles ;
- Assistance qualifiée à l'accouchement à 82% des femmes enceintes au sein de la population touchée par la crise humanitaire et prise en charge 542 cas de complications obstétricales.

Les interventions en matière de santé maternelle et néonatale, y compris la planification familiale ont contribué à la prise en charge de 44 343 cas de complications obstétricales directes dont 39% sont liées aux hémorragies.



©UNFPA Burkina